

Des bombes incapacitantes pour lutter contre les tentatives de meurtre ? Vraiment ?

Pantin, le 18 janvier 2026

Alors que les personnels pénitentiaires subissent une violence quotidienne d'une intensité jamais atteinte, marquée par la multiplication des tentatives de meurtre en détention, notre Ministre se contente dans une simple communication sur les réseaux sociaux de laisser entendre que des gazeuses suffiraient à stopper des coups de ciseaux ou de couteaux !



L'UFAP UNSa Justice le dit clairement : **On ne combat pas la barbarie et la violence extrême avec une simple bombe lacrymogène à la ceinture !**

Cet outil, qui peut avoir son utilité dans certaines situations, ne protégera jamais un collègue lors d'une ouverture de porte face à un individu prêt à lui planter une lame dans le cou.

Monsieur DARMANIN le sait parfaitement. Lors de notre dernière rencontre, nous lui avons exposé sans détour la nécessité absolue de créer des **établissements spécialisés et adaptés (ESA)**, permettant de sortir des détentions classiques les profils les plus violents et ceux atteints de troubles psychiatriques lourds.

Il nous avait alors répondu favorablement, évoquant une **expérimentation possible dès 2026** pour des structures dédiées à ces profils. **À ce jour, nous attendons toujours des actes.**

Pour L'UFAP UNSa Justice, il s'agit pourtant d'une avancée concrète, indispensable et urgente : des établissements conçus avec une architecture sécurisée, des moyens humains renforcés et des niveaux de coercition adaptés à des individus qui veulent tuer, blesser ou massacrer des Personnels pénitentiaires.

Parallèlement, il est impératif de **mettre fin à l'isolement du surveillant en détention**. L'UFAP UNSa Justice revendique la création d'**équipes mobiles**, travaillant collectivement sur un même secteur, afin d'en finir avec cette méthode aussi archaïque que dangereuse consistant à laisser un agent seul sur un étage.

Enfin, il faut aussi combler les 4000 vacances de postes qui mettent en péril le fonctionnement des établissements et structures, aggravant des conditions de travail déjà inacceptables et de plus en plus dangereuses pour les personnels.

Ces trois revendications sont les seules réponses sérieuses permettant de limiter drastiquement les tentatives de meurtre et les agressions violentes qui explosent aujourd'hui dans nos établissements.

Concernant la gazeuse, L'UFAP UNSa Justice n'y est pas opposée. Mais nous affirmons avec force que **la réponse ministérielle actuelle est totalement déconnectée de la gravité des faits vécus quotidiennement par les personnels sur le terrain.**

Face à l'inaction et au mépris, L'UFAP UNSa Justice donne « quitus » aux agents dans les établissements pour se faire entendre, selon les modalités qu'ils décideront localement.

La parole est désormais au terrain.

L'UFAP UNSa Justice soutiendra toutes les actions engagées dès le lundi 19 janvier 2026.

Le Secrétaire général, Alexandre CABY